

**Bibliothek
des Instituts für Weltwirtschaft
an der Universität Kiel**

Signatur

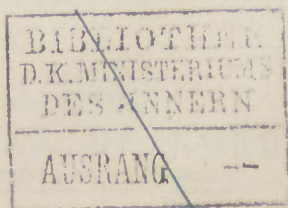
A 9925

COUP D'ŒIL

SUR LE

COMMERCE EUROPÉEN

AU POINT DE VUE RUSSE



122

PARIS.—IMPRIMÉ CHEZ DONAVENTURE ET DUCESSE, 55, QUAI DES AUGUSTINS.

COUP D'ŒIL

0.327

SUR LE

COMMERCE EUROPÉEN

AU POINT DE VUE RUSSE

PAR

V. KOKOREFF.



PARIS

OFFICE DU NORD

5, BOULEVARD DE LA MADELEINE, 5

1858

5227

COMMERCE EUROPEEN

AU POINT DE VUE RUSS



NOTE DU TRADUCTEUR

S'il est un spectacle saisissant pour l'ami de l'humanité, c'est le réveil de l'intelligence d'un peuple qui se révèle tout à coup aux yeux de tous, comme le diamant s'échappant de sa gangue. La nation russe, si longtemps retenue dans les ornières de la routine, s'élance aujourd'hui dans la voie du progrès, avec

une ardeur qu'on était loin de soupçonner : au premier rang, un simple particulier, enrichi par de vastes spéculations, se distingue par la grandeur de ses vues, la justesse de son jugement et la pureté d'un patriotisme qui n'a rien d'étroit ni d'égoïste. Ce que cet homme illettré a su trouver de vérités dans ses aperçus, de nerveux dans son expression, c'est ce qu'une traduction ne saurait jamais rendre d'une manière parfaite. Mais il était utile de révéler à l'Europe quels hommes sérieux recèle cette terre de Russie, qui n'était connue que par la civilisation de sa haute aristocratie, imitation souvent trop fidèle des autres types européens. Tel est le but de cette traduction, sorte de collection des articles publiés séparément dans le *Nord*, sur le fond de laquelle, bien plus que sur sa forme, nous appelons toute l'attention des lecteurs.

Puisse-t-elle surtout provoquer une discussion approfondie, au point de vue pratique, des larges idées de l'auteur sur le système commercial !

COUP D'ŒIL

SUR LE

COMMERCE EUROPÉEN

AU POINT DE VUE RUSSE.



I

Rentré depuis peu en Russie, ma patrie, après une excursion de trois mois en Angleterre, en France, en Belgique et en Prusse, j'ai plus d'une fois repassé dans ma mémoire tout ce que j'ai vu à l'étranger; et, en rapprochant mes souvenirs de ce qui se passe en Russie, j'ai cherché à me rendre compte

t.

des causes du bien-être des populations en Europe, et particulièrement en Angleterre.

Ces réflexions, tout intimes, m'ont fait considérer le commerce sous un point de vue nouveau pour moi. Je sou mets ces considérations à l'examen du public.

Mais avant de traiter, du fond de la Russie, des objets d'un intérêt général, il est indispensable de faire connaître à l'Europe nos besoins et nos tendances ainsi que l'opinion que nous avons de nous-mêmes ; car c'est dans ces émanations qu'il faut aller chercher les traits distinctifs de la vie sociale d'un peuple.

Nous savons parfaitement qu'en ce qui concerne l'industrie, les fabriques, les voies de communication, l'économie rurale et bien d'autres choses encore, la Russie est restée de beaucoup en arrière des autres États de l'Europe, et nous comprenons qu'il nous faut les rejoindre dans la voie de l'organisation industrielle ; mais, pour y arriver, il ne faut pas marcher au hasard ; il faut avant tout se rendre bien compte et faire une étude approfondie de l'ensemble des faits qui se rattachent

à la vie des nations européennes, afin de ne pas tomber dans les écarts auxquels l'Europe s'est laissé entraîner. Nous désirons ainsi mettre à profit notre propre retard dans la voie du progrès, éviter les fautes des autres, et arriver au bien-être avec le calme de l'étude et de la réflexion.

A ce point de vue, il importe avant tout de dévoiler, dans tous leurs détails, nos propres défauts, et de chercher en même temps à savoir s'il n'existe pas au sein de l'industrie européenne elle-même, malgré son état avancé, une force malfaisante et brutale qui, sous les apparences de l'utilité, arrête le développement de l'humanité, et provoque le désordre, la paralysie, le chaos.

Lorsqu'on examine le commerce, on ne doit jamais perdre de vue l'agriculture, par cette simple et excellente raison que la classe commerçante ne peut prospérer que lorsque la classe agricole a les moyens de soutenir l'industrie, en achetant de ses produits.

Là où l'industrie se développe par suite du luxe des classes supérieures, mais où les agriculteurs n'ont ni la possibilité, ni le besoin

d'acquérir les produits qui lui sont les plus utiles, elle se trouve circonscrite dans des limites restreintes, et placée dans des conditions immorales qui empêchent l'économie générale de l'État de se baser sur les principes de l'humanité?

Avant d'avoir visité les pays étrangers, je partageais une erreur généralement répandue, en supposant que le mouvement commercial de l'Europe se fonde principalement sur l'exportation. Mon voyage m'a prouvé le contraire. Sans parler de la France, de la Prusse et de la Belgique, l'Angleterre elle-même, qui possède un nombre si formidable de fabriques et de manufactures de toute espèce, vend la plupart de ses produits chez elle, et n'en exporte que l'excédant, ce qui prouve l'abondance des ressources pécuniaires de ses populations. Ce serait ici le lieu de rechercher les causes qui contribuent le plus à répandre le bien-être parmi ces populations ; mais un semblable travail élargirait outre mesure le cadre de cet aperçu ; je me vois donc obligé de passer, sans autre transition, aux preuves qui établissent, non pas dans les rapports

officiels ni dans des phrases plus ou moins pompeuses et mensongères, mais dans les faits de la vie réelle, le degré de prospérité d'une nation.

Ces preuves, les voici :

J'ai eu souvent l'occasion d'entrer dans des maisons de paysans en Prusse, en Belgique, en France et en Angleterre, et j'ai partout trouvé, outre la vaisselle en terre et en métal, du linge, des couvertures de lit, des meubles, des glaces, des livres, en Angleterre même des tapis, — en un mot un bien-être visible. Dans ce dernier pays, lorsqu'un propriétaire foncier vous fait voir ses terres, il vous conduit d'abord dans les habitations des ouvriers, et tel est son respect pour son semblable qu'il n'entre jamais dans une de ces habitations sans frapper à la porte pour recevoir la permission d'entrer, afin de ne pas déranger la famille de l'ouvrier par une brusque apparition. Il ne faut pas croire qu'une pareille manière d'agir de la part du propriétaire fasse oublier ses devoirs à la classe ouvrière; elle les remplit, au contraire, consciencieusement, ainsi que le prouvent l'excellente culture des

champs et le soin avec lequel la population agricole élève le bétail. Cette existence aisée, où se révèle le sentiment de la dignité humaine, assure la tranquillité morale du paysan; les battements de son cœur sont réguliers, sa poitrine n'est pas oppressée, et jamais il n'éprouve d'angoisses. Or, cette quiétude morale réagit sur les organes de l'ouvrier et développe sa force physique. Quoi qu'on en dise, l'Angleterre, abstraction faite de sa politique extérieure, est le flambeau qui éclaire l'Europe, non seulement en propageant des idées saines et lumineuses, mais encore en indiquant la manière de les appliquer à la vie réelle.

Chez nous, en Russie, l'industrie a devancé l'agriculture, qui, considérée dans son ensemble, est restée stationnaire, dans sa simplicité primitive, et se trouve livrée à toutes les chances du hasard. Nos fabriques confectionnent des objets de luxe, tels que soieries, porcelaines, bronzes, glaces, etc.; tandis que, pour ce qui concerne l'agriculture, l'application du système de drainage et d'irrigation est inconnue; les prairies artificielles sont

assez rares ; les instruments aratoires sont encore, à peu d'exceptions près, les mêmes, qu'on employa le jour où la charrue traça son premier sillon sur le sol russe. Le paysan fabrique lui-même ces derniers, tant bien que mal, d'après les faibles notions qu'il tient, par tradition, de ses pères ; et la mécanique agricole est entièrement inconnue.

Lorsque je visitai l'Écosse, je fus étonné de voir sur les côtes ces amas d'os, apportés de Russie, et destinés à engraisser les champs. C'est là seulement que j'appris qu'il existait à Saint-Pétersbourg un marchand, nommé Stépanoff, qui depuis quarante ans fait le commerce des os et qui en exporte jusqu'à 700,000 pouds par an à l'étranger. Revenu en Russie, je m'empressai de faire la connaissance de M. Stépanoff, et j'appris de lui que la grande quantité d'os qu'il exporte est recueillie le long des rives du Volga, à partir de Kazan; qu'il les achète sur les lieux à raison de 3 cop. arg. par poud, les expédie à Saint-Pétersbourg et les y vend aux Anglais à 50 cop. le poud. Avant d'arriver à Saint-Pétersbourg, ces os passent par des pro-

vinces dont le sol est très-pauvre et exigerait beaucoup d'engrais : nul ne songe cependant à les acheter, et on les laisse embarquer et aller, par delà les mers, fertiliser les champs de l'Écosse.

Dans cette condition peu satisfaisante de notre agriculture, la seule garantie de l'approvisionnement de notre pays se trouve dans sa vaste étendue; et si nos récoltes suffisent à nos besoins, ce n'est ni aux progrès de l'agriculture, ni à l'art de beaucoup produire avec de minimes ressources que nous devons l'attribuer; mais uniquement au travail excessif des paysans qui ont à cultiver des champs immenses, travail dont on ne peut chez nous se rendre compte que d'après l'étendue des forces humaines et les conditions du climat. Ce travail, en effet, absorbe toute l'existence du paysan, et s'oppose à tout développement intellectuel propre à lui faire comprendre l'utilité des produits manufacturés les plus nécessaires; il lui ôte, en outre, la possibilité de faire des épargnes.

A chaque pas qu'on fait en Russie, on est frappé de la distance qui, sous le rapport du

progrès et des intérêts, y sépare l'agriculture de l'industrie.

Supposons, par exemple, que vous alliez passer la soirée dans un salon de Moscou ou de Saint-Pétersbourg : vous y voyez des lampes, des tapis, des raretés gastronomiques, une valetaille galonnée sur toutes les coutures, les maîtres de la maison et leurs hôtes richement et élégamment habillés; tout ce luxe, tout ce confort, c'est à l'industrie qu'on les doit, et tout semble vous prouver, qu'en ce qui concerne le développement de la vie extérieure des classes élevées, la Russie ne le cède en rien à l'Europe. Mais quittez ce brillant salon, et descendez dans la rue pour chercher un cocher de fiacre (*istvostchik*); cet *istvostchik* est un paysan, c'est-à-dire un représentant des forces et de l'état de l'agriculture. Quel triste spectacle s'offre alors à vos yeux! Vous avez devant vous une rosse efflanquée, des harnais liés avec des cordes et un pauvre homme tout déguenillé. Ces harnais et ces vêtements, presque toujours confectionnés par ce dernier, sont une preuve évidente de la condition arriérée de la classe agricole. Cet exemple

est emprunté à la vie privée; prenons-en un autre dans la vie sociale.

A Moscou, tous les égouts de la ville aboutissent à la seule petite rivière qui la traverse, et dont, par conséquent, l'eau est corrompue par les immondices qu'elle reçoit. Ces immondices sont cependant un excellent engrais, et pourraient être utilement employées à la culture des terres aux alentours de la ville; car, bien que Moscou soit le principal marché de vivres, on n'aperçoit dans ses environs ni prairies, ni terres ensemencées, ni troupeaux.

Les gens arriérés prétendent que ce sont là de ces choses dont il faut s'abstenir de parler. Il faut en parler, au contraire, et le plus possible, leur répondrons-nous; car, en dévoilant les vices de notre organisation économique, nous éveillerons le désir de les extirper et de multiplier les forces productives de notre pays. Pourquoi avoir honte d'avouer ses défauts? L'Europe connaît très-bien les immenses moyens dont la nature a doté la Russie pour s'enrichir par l'agriculture; mais pour tirer celle-ci du sommeil léthargique

dans lequel elle est plongée, et pour l'amener au degré de perfection qu'elle a atteint en Angleterre, il faut que la parole exerce de plus en plus son action puissante, et qu'elle ne cesse de révéler les vices de notre organisation agricole. On parle en ce moment, à Moscou, de former une société pour le drainage de la ville, de creuser un étang couvert, destiné à en recevoir les immondices qu'on emploierait comme engrais pour les champs avoisinants. Cette entreprise aurait le double avantage de purifier l'eau de la rivière et de donner aux environs de la ville un aspect plus animé, en les couvrant d'une végétation assez riche pour nourrir de nombreux troupeaux. Ce projet prouve à lui seul l'avantage qu'on tire de la connaissance de ses propres défauts.

Ce ne sont pas les commerçants russes seulement qui doivent désirer que l'agriculture et l'élevage du bétail fassent en Russie des progrès rapides, mais aussi tous les commerçants de l'Europe, car de ces progrès dépendent l'augmentation et la marche régulière de tout le commerce européen.

Jusqu'ici les intérêts de l'agriculture n'ont

pas eu en Russie de représentants, car les marchands s'occupent exclusivement de commerce, et la noblesse tire ses revenus de ses propriétés, soit par la redevance pécuniaire (*obrok*) qu'elle impose au paysan, soit par le travail qu'elle lui fait faire presque gratuitement sur ses champs seigneuriaux. Cet état de choses a empêché la noblesse de s'occuper sérieusement de la culture des champs, et de chercher à lui faire atteindre le même degré de perfection qu'en Europe.

Aujourd'hui une ère nouvelle et heureuse s'ouvre pour la Russie. L'empereur a autorisé la noblesse de tous les gouvernements qui en témoigneraient le désir à délibérer librement, dans des comités spéciaux, sur le moyen de substituer le travail libre au travail obligatoire des paysans seigneuriaux, et la possession du terrain à la possession des hommes! C'est là un grand événement qui marquera dans l'histoire.

C'est aussi ce qui nous fait espérer, à nous autres commerçants, que la noblesse russe, devenue véritablement propriétaire foncière, — de propriétaire d'hommes qu'elle était, — comprendra toute l'importance d'une bonne

organisation agricole d'après le système généralement admis en Europe, et se constituera le représentant des intérêts du sol. Les paysans, de leur côté, devenus fermiers, s'adonneront avec plus de soin à la culture, puisqu'ils auront la certitude que les fruits de leur labeur leur appartiendront en toute propriété. — De cette manière, la Russie verra la valeur des produits bruts de son sol s'accroître de plusieurs centaines de millions, lesquels, répandus dans le peuple, feront naître chez lui le besoin de se procurer des produits manufacturés, qui seront naturellement des articles d'utilité réelle, et non des objets de luxe et de fantaisie.

Nous sommes persuadé que toute l'Europe forme avec nous des vœux en faveur de la grande réforme qui vient d'être provoquée en Russie par l'ouverture des comités chargés d'élaborer le mode d'émancipation des paysans. Puisse la Providence accorder aux députés appelés à siéger dans ces comités, la rectitude de jugement et la pureté d'intentions nécessaires à l'examen de cette grande question !

Passons maintenant à d'autres faits qui nous

2.

paraissent mériter d'être signalés à l'attention des négociants européens :

L'Europe a tort de s'imaginer qu'en nous expédiant ses marchandises elle fait le commerce avec la Russie. Non ! Tous nos magasins à Moscou, à Saint-Pétersbourg et dans les chefs-lieux des gouvernements, n'existent que pour la noblesse, les marchands et les fonctionnaires, c'est-à-dire pour un million d'hommes environ. On pourrait encore admettre à la rigueur que les bourgeois qui habitent les villes, plus quelques paysans, dont nous porterons le nombre à un million, consomment des produits manufacturés, de qualité inférieure, dont la matière première est importée de l'étranger. Il s'en suit qu'en réalité l'Europe fait le commerce, non pas avec la Russie, mais avec 2 millions de Russes sur les 62 millions qui forment sa population. Cela prouve en même temps les proportions effrénées et regrettables que le luxe a prises en Russie, puisque la valeur si considérable de toutes les marchandises qui y sont importées de l'étranger n'est répartie que sur 2 millions d'individus.

Quel ne sera donc pas l'avenir du commerce européen, lorsque toute la population russe se trouvera à même de consommer des produits manufacturés? Ce que l'Europe est parvenue à faire pour une partie de ses populations, la Russie, que la nature a si richement dotée, pourra le faire en grand pour tous ses habitants; et l'on peut dire que le commerce aura fait alors la découverte d'une seconde Europe.

Un pareil résultat vaut bien la peine qu'on s'en occupe sérieusement et qu'on examine la question sous toutes ses faces.

Nous ne discuterons pas ici les moyens les plus propres à amener ce résultat; nous dirons seulement quelques mots des causes qui nous paraissent avoir le plus contribué à assurer à la classe agricole en Angleterre, en Belgique, en Prusse et en France, le bien-être dont elle jouit en ce moment, et à la mettre à même d'occuper une place marquante parmi les consommateurs des produits manufacturés.

Plusieurs de ces causes ont pu m'échapper; mais voici celles que je suis parvenu à dégager des conditions mêmes de l'existence des peuples européens :

1. Il n'existe point en Europe de terrains vagues et en friche, appartenant au fisc et inaccessibles aux particuliers. Tout y est défriché, et loin de susciter des embarras au cultivateur, on ne cherche qu'à stimuler son zèle.

2. Les terres en grande partie appartiennent aux paysans par droit de propriété, ou leur sont affermées. Elles ne changent point de propriétaire à chaque recensement de la population, et le laboureur ne craint pas d'employer son capital en engrais afin de faire produire à son champ tout ce qu'il peut. Disons en passant qu'une pareille organisation, combinée avec notre système de champs communaux, si avantageux, si indispensable même partout où le terrain est morcelé, accroîtrait prodigieusement la récolte en Russie.

3. Des chaussées, des routes, où l'utile tient lieu de luxe, conduisent partout, de ville en ville et souvent même de village en village ; le cheval du laboureur ne s'embourbe pas, et peut traîner une charge dix fois plus pesante qu'il ne le ferait autrement ; les forces de l'homme ne s'épuisent pas à re-

tirer sans cesse son chariot de l'ornière, et les chevaux, moins épuisés, conservant toute leur vigueur, il en résulte un effet direct sur la bonification des races; enfin les communications avec le marché sont faciles, et le laboureur peut, en toute saison, échanger sans obstacle les produits de son champ contre de l'argent. La construction et la bonne condition des routes ont aussi leur part d'influence sur l'hygiène du peuple, car elles contribuent à maintenir la propreté dans les habitations des paysans. Lorsque ceux-ci sont forcés de parcourir de mauvaises routes et de s'enfoncer dans la boue, il leur est non-seulement difficile, mais même impossible d'être propres, malgré toute leur bonne volonté. Nous en trouvons la preuve dans ce fait, qu'en Russie, les paysans établis le long des grandes routes sont ceux précisément qui s'habituent le mieux à la propreté et à l'ordre. Je suis intimement convaincu que les voies de fer, établies d'un bout à l'autre de l'Empire, ne sauraient être d'une utilité générale pour tout le pays, et ne contribueront pas à répandre le bien-être parmi les paysans. Les chemins de cette espèce

profitent surtout à la grande industrie : quant au bas peuple, au laboureur, le plus important pour lui, c'est de pouvoir circuler facilement sur les chemins vicinaux qui relient les villages aux petites villes; c'est, en un mot, d'avoir des routes. Il arrivera, si elles lui font défaut, que le riche sera confortablement transporté en chemin de fer, tandis que le pauvre paysan, en se rendant au marché voisin pour y vendre les produits obtenus à la sueur de son front, continuera, comme par le passé, à s'embourber dans les ornières de chemins impraticables et restera aussi pauvre et aussi à plaindre qu'aujourd'hui.

4. Mentionnons encore l'absence de tout monopole concernant la distillation de l'eau-de-vie et la fabrication de la bière, ainsi que l'autorisation de vendre ces produits par toutes les classes de la population moyennant un droit d'accise prélevé sur le liquide ou sur la matière première, mesures qui exercent une grande influence sur l'agriculture, en permettant d'engraisser les bestiaux avec les résidus de cette fabrication, et d'augmenter ainsi la quantité d'engrais

nécessaire à la culture du sol. Sans cela et quelles que soient ses circonstances favorables, l'agriculture n'aurait jamais atteint, à l'étranger, ce degré de prospérité qui fait notre admiration.

5. Le bon marché du sel, objet de première nécessité en agriculture, et qui, nulle part, à l'étranger, n'est soumis à des droits d'accise aussi élevés qu'en Russie.

6. L'exemption de passe-ports tels qu'ils existent en Russie, en permettant à tous de circuler, d'aller et venir sans aucun empêchement, est aussi d'un immense avantage pour le développement de la vie du bas peuple. Les habitants peuvent librement se rendre d'une ville à une autre, et même d'un bout de l'État à l'autre; aucune formalité ne les gêne, et les agents de la police ne les inquiètent pas par toute sorte de vexations; aussi ne sont-ils pas sans cesse astreints à d'inutiles dépenses pour acheter le bon vouloir de la police, qui n'en devient que plus probe; et des milliers de malheureux ne gémissent pas dans les prisons pour avoir égaré leur passe-port, ou pour avoir oublié de le renouveler à l'époque déterminée.

7. En Angleterre, en France et dans tous les pays où l'impôt de capitation est inconnu, les citoyens ne se trouvent pas incessamment sous le joug des fonctionnaires; ils ont peu de démêlés ensemble; le peuple peut disposer de tout son temps et le consacrer au travail sans en être distrait par l'obligation de remplir toutes sortes de formalités plus ou moins puériles. L'impôt perçu sur la fortune et le capital n'atteint que le superflu, et ne pèse point, par conséquent, sur l'obole difficilement gagnée par le pauvre, comme cela arrive chez nous.

8. Il n'y a pas en Europe de classes privées de la faculté de posséder, de la jouissance des droits civils et de la participation aux actes civils. La classe des soldats en retraite, qui, chez nous, forme une catégorie d'individus à part, n'existe pas à l'étranger, et ne peut y exister, car la courte durée du service militaire, qui est de sept ans en France et de un à trois ans en Prusse, permet aux soldats congédiés de reprendre leurs premières occupations dès qu'ils sont rentrés au sein de leurs familles, où ils retrouvent toutes leurs affections.

9. Mais de toutes ces conditions de bien-être, la première et la plus importante c'est que le travail est libre et non pas obligatoire, c'est-à-dire qu'il est un droit et non point une redevance. Le travail libre est plus productif, il est encore plus rationnel, puisqu'alors le paysan qui ne se considère pas comme une chose, comme une machine, mais qui sent sa dignité d'homme, songe lui-même à tout ce qui peut contribuer au succès de son œuvre.

C'est à toutes les causes que nous venons d'énumérer qu'il faut attribuer les résultats importants que nous avons pu constater partout en Europe. Nous y avons vu, par exemple, presque dans chaque village, des écoles où le paysan apprend à lire et à écrire, et par conséquent à penser. Dirigé, pour ainsi dire, dès sa naissance, vers la vie pratique, il a, pour ses besoins journaliers, eu recours à la mécanique agricole pour alléger le travail manuel; il a doté l'agriculture de moyens de transport légers, commodes, propres à contenir de lourdes charges, de charrues, de herses perfectionnées, de machines pour le battage du blé, et de plusieurs autres instru-

ments aratoires. L'agriculture s'est élevée à la hauteur de la science, et, en se perfectionnant, elle a mis le paysan le plus simple à même de profiter des inventions les plus ingénieuses.

L'établissement de primes pour le bétail en Angleterre a stimulé le zèle des éleveurs non-seulement de manière à perfectionner la race, mais à en créer une nouvelle: actuellement un bœuf anglais fournit trois fois plus de suif qu'un bœuf russe. L'élevage en Angleterre se fait sur une échelle bien autrement grande qu'en Russie; on y abat chaque année dix fois plus de têtes de bétail que chez nous; et pourtant l'Angleterre exporte de la Russie des peaux et du suif, tant est grande dans ce pays la consommation intérieure de ces produits, ou, pour mieux dire, tant le peuple anglais, chez lequel on ne rencontre de mendians que ceux qui fuient le travail, possède les moyens de se nourrir et même de se procurer une certaine aisance¹! Il y a bien encore,

¹ La misère des ouvriers de fabrique est une question à part, qui n'entre pas dans notre cadre.

il est vrai, de la misère en Irlande, mais il faut espérer que cette misère cessera dès que le drainage y aura été introduit par les soins des Compagnies qui se sont formées dans ce but.

Toutes ces causes que nous venons d'énumérer ont amené un excédant de ressources qui ont provoqué à leur tour la création de banques d'assistance rurale; et c'est ainsi que l'agriculture s'est trouvée étroitement liée à l'industrie.

Vient enfin le plus important de tous les progrès agricoles de notre temps, le drainage, qui absorbe l'humidité surabondante et communique à la terre cette chaleur, gage d'une récolte plus égale et quatre fois plus abondante que dans les champs ordinaires.

Les résultats obtenus en Angleterre par l'application du système de drainage sont vraiment étonnants; on peut même prévoir que, sous peu, toutes les terres en Angleterre et en Ecosse seront drainées, tant est grand, chez le peuple anglais, l'empressement qu'il met à réaliser toute idée pratique et utile.

La plus éclatante preuve de l'utilité du

drainage a été donnée par l'empereur Napoléon III, qui a fait assigner 100 millions de francs pour couvrir les frais de son introduction en France. De tels actes sont les plus beaux fleurons de la couronne d'un souverain.

Les conséquences générales de cette belle invention sont évidentes. En temps de récolte ordinaire, l'Europe peut suffire à ses besoins. Même l'Angleterre, avec ses 30 millions d'habitants et son territoire égal à peine, en étendue, à quatre petites provinces russes, n'achète, par an, en céréales, que pour une consommation de dix jours, bien que la farine entre dans la nourriture de son bétail, ce qui est entièrement inusité en Russie.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que la population augmente chaque jour en Europe, et que ses champs ressemblent déjà aujourd'hui à des potagers ou à des jardins; il ne reste plus un pouce de terrain pour l'augmentation des besoins. C'est là un fait important qui mérite de fixer l'attention des esprits sérieux et prévoyants. Il est indispensable de songer de bonne heure aux moyens de s'assurer pour l'avenir l'approvisionnement.

ment du blé à bas prix, afin de ne pas laisser les céréales s'élever, sur les marchés européens, à un taux exorbitant. A qui l'Europe s'adressera-t-elle dans ce cas, si ce n'est à la Russie, disent un grand nombre de personnes ? Mais ne l'a-t-elle pas déjà essayé en temps de disette, en 1846 et 1847, par exemple ? Qu'arriva-t-il ? Dès qu'on eut vu une vingtaine de navires étrangers de plus arriver dans nos ports, le prix des céréales s'éleva aussitôt de 50 p. 100 et même au delà. En Europe, on attribua ce fait à l'insuffisance des voies de communication, et l'on pense qu'il ne se renouvellera pas après la construction des chemins de fer ; c'est là une grave erreur. Avec la construction des chemins de fer dans l'intérieur de la Russie, le prix des céréales et de toutes les matières premières, loin de diminuer, augmentera au contraire, et voici pourquoi.

La Russie n'a pas, en réalité, de superflu en céréales, en suifs, en peaux, etc. Si elle exporte aujourd'hui ces produits, c'est uniquement par suite de l'insuffisance et du mauvais état de ses voies de communication inté-

rieures. Il nous est plus facile et plus avantageux de transporter nos céréales dans les ports de mer que dans nos provinces peu fertiles, telles que la Russie-Blanche et la Lithuanie. Mais lorsque de bons chemins de fer traverseront ces contrées, il est évident que l'excédant de la récolte des provinces qui abondent en céréales se dirigera vers celles qui souffrent le plus de la disette, et qui, de longtemps encore, tant à cause de la vaste étendue de l'empire que parce que chez nous l'agriculture est livrée au hasard, se trouveront dans cet état au nombre de cinq ou six, ce qui représente une population de plus de 5 millions d'hommes.

Quant aux suifs, ils trouveront dans l'intérieur du pays un débit encore plus facile que les céréales. Lorsque les paysans pourront remplacer par la chandelle ces infects copeaux de bois qui gâtent la vue, empêchent de travailler, causent tant d'incendies, et qu'ils emploient actuellement, faute de mieux, pour l'éclairage de leurs cabanes, dans toute la partie septentrionale et centrale de la Russie, nous aurons à peine assez de suif pour suffire

à la consommation intérieure. On peut en dire autant des peaux qui sont indispensables pour la confection des bottes destinées à remplacer ces chaussures faites avec de l'écorce d'arbre, aujourd'hui en usage dans une bonne moitié de la Russie. Il est impossible, ou du moins il serait triste de penser que ces objets ne nous soient pas nécessaires un jour. Une semblable supposition détruirait entièrement tout espoir de progrès intérieur, tandis que nous avons la ferme conviction que ce progrès aura lieu.

Ce qui vient d'être dit amène nécessairement la question suivante : Comment faire pour que la Russie soit bien approvisionnée à l'intérieur et pour qu'elle puisse en même temps, dans son propre intérêt comme dans celui de l'Europe, exporter le surplus de ses produits? La réponse à cette question est simple. Il faut pour cela que l'agriculture se développe chez nous au point de rendre notre sol aussi productif que l'est celui des autres pays européens. Alors, mais *seulement alors*, la Russie sera pour l'Europe un vaste marché où celle-ci viendra acheter les matières pre-

nières dont elle a besoin, et vendre ses produits manufacturés, dont la consommation deviendra de plus en plus considérable par le fait même du bien-être qui en résultera pour les classes inférieures.

Mais que faire, nous demandera-t-on, pour arriver le plus tôt possible à cet heureux résultat? Laissons de côté les réformes et les améliorations relatives à l'organisation intérieure, sans lesquelles pourtant l'agriculture ne saurait faire aucun progrès dans notre pays, et occupons-nous, pour le moment, du côté extérieur de la question.

Disons, dès l'abord, que le premier pas pour arriver à ce résultat doit venir de l'initiative même des particuliers. Convaincu de cette vérité, j'ai déjà envoyé en Angleterre sept individus pour étudier, sous la direction d'un ingénieur habile, M. Oussof, le système du drainage, la mécanique agricole, et généralement tout ce qui concerne l'économie rurale, afin de pouvoir, à leur retour en Russie, fonder des fabriques de tuyaux de drainage, d'instruments et de machines aratoires. J'espère avoir, un an après, à la métairie que

je possède dans le gouvernement de Novgorod, près de 1000 acres (soit plus de 300 dessiatines) de terres drainées, pour lesquelles j'ai déjà préparé l'engrais. D'autres propriétaires fonciers introduisent comme moi le drainage dans différentes provinces de la Russie. Ce ne sont pas assurément les paroles ni les exhortations qui décideront la majorité à suivre cet exemple; c'est l'intérêt, c'est-à-dire l'abondance de la récolte qui leur ouvrira les yeux. Quant aux individus que j'ai envoyés à l'étranger, ils en rapporteront des connaissances pratiques, et seront ainsi en état d'offrir leurs services à d'autres qui voudront également améliorer leurs terres au grand bénéfice de notre agriculture. Mais que sont les efforts de quelques personnes isolées, que sont même les efforts de plusieurs individus, dans un pays aussi vaste que la Russie?

Il faut, outre les Russes, que les étrangers prennent aussi leur part dans cette activité générale. On les voit venir en Russie pour y ouvrir des magasins de modes, des restaurants, ou bien pour exercer le métier de tailleurs, de coiffeurs, etc. Pourquoi n'y viendraient-ils

pas s'enrichir en fondant des fabriques d'instruments et de machines aratoires; et pourquoi les meilleures fabriques de ce genre de l'Angleterre n'établiraient-elles pas des dépôts de leurs produits à Moscou et à Saint-Pétersbourg? L'industriel qui se livrerait à cette spéculation pourrait compter sur des bénéfices assurés et immédiats, *immédiats* surtout, car en ce moment, où le gouvernement a reconnu les inconvénients du travail obligatoire des paysans, et où les propriétés seigneuriales vont prendre un tout autre aspect, une pareille spéculation serait on ne peut pas plus opportune. Lorsque le travail sera libre, l'agriculture ne pourra pas se développer sans le secours de la mécanique agricole. Jetez maintenant un regard sur la carte de la Russie, et voyez ce qu'il lui faudra alors d'instruments et de machines aratoires!

Ce qui serait encore plus important, ce serait l'établissement d'une société ou d'une compagnie composée d'hommes spéciaux étrangers et de capitalistes russes, dans le but d'introduire le système du drainage dans toute l'étendue de la Russie. Cette belle invention,

si simple et si largement appliquée en Europe, est entièrement inconnue en Russie, où cependant l'abondance du combustible et de la terre glaise rend l'établissement de fabriques de tuyaux de drainage extrêmement facile et peu coûteux. Il ne nous faut que des hommes experts pour fabriquer et poser ces tuyaux.

Tout ce que nous avons exposé jusqu'ici n'a qu'un seul but, celui de prouver quelle immense extension le commerce européen pourra atteindre en Russie le jour où l'agriculture et l'élevé du bétail seront parvenus au même degré de développement qu'en Europe.

II

Je viens de prouver que l'agriculture, en Russie, est encore très-arriérée, et qu'il en est résulté un éloignement, un désaccord complet entre la vie agricole et la vie industrielle. L'une et l'autre ont pris, à leur grand détriment mutuel, des voies différentes. Ce n'est pas ici le lieu de rechercher à qui en est la faute, et laquelle des deux viendra vivifier l'autre quand elles se rencontreront de nouveau.

En ouvrant la carrière au développement du luxe, les classes élevées ne se sont pas aperçu, dans leur triste et regrettable aveuglement, qu'elles agissaient non-seulement à leur propre détriment, mais aussi au détriment de la génération à venir, voire même à celui de leurs propres enfants. Les besoins qu'elles se créaient d'objets inutiles leur firent, à l'exception de quelques hommes bien pensants, délaissier l'industrie agricole, qui demeura stationnaire et étrangère à toute amélioration nouvelle.

Qu'en est-il résulté le jour du bilan ? Pour toutes les marchandises étrangères, devenues indispensables à notre consommation intérieure, il a fallu payer par l'envoi à l'extérieur des produits bruts de la Russie. Et comme le luxe est allé toujours croissant, sans se préoccuper ni des besoins du peuple, ni des ressources du sol, ni de l'amélioration de sa productivité, il en est résulté que la terre ne s'est plus trouvée en état de payer le luxe des classes élevées. Telle est la cause première du dérangement de bien des fortunes ; en d'autres termes, cette cause se

trouve dans le contraste que présentent les conditions d'existence de la majorité de la nation avec celles de la minorité. Outre le détriment matériel, il en résulte un mal plus grand encore, — c'est la fausseté de toutes les positions sociales.

Il est consolant de penser toutefois que toutes ces difficultés peuvent être aplanies et facilement écartées, du moment où tous les gens raisonnables, comprenant leur erreur et décidés à marcher dans la voie des perfectionnements, prendront la noble résolution d'abandonner ce luxe effréné et de se rapprocher de la majorité de la nation. Le moyen d'arriver à ce rapprochement est bien simple : il faut que cette minorité se préoccupe sérieusement et sincèrement d'améliorer la condition des paysans ; cette préoccupation consiste dans des efforts constants pour vivifier et ennobler cette classe et pour l'éclairer en même temps par l'application de tous les nouveaux procédés d'agriculture, qui, secondés par les autres améliorations, créeront nécessairement pour la nation la plus salutaire influence sur son état social. Sans cela,

4

point d'issue possible aux difficultés existantes.

Ne voyons-nous pas se produire actuellement en Europe le même phénomène, mais sous une autre forme et provenant d'autres causes? En Europe, la vie industrielle s'est aussi éloignée de la vie naturelle et pratique. Que signifie ce fracas, cette explosion de banqueroutes qui ont pour résultat la ruine, le découragement, le désordre complet dans certaines conditions sociales, sinon que le commerce de l'Europe a dépassé les limites des besoins, — que la quantité des marchandises est beaucoup trop grande, — que cet excédant n'est pas le résultat naturel de la force des choses, mais bien celui d'un excès de crédit, et d'une présomption de débit que rien ne justifie? Les entreprises se multiplient dans une proportion écrasante, et la plupart avortent parce qu'elles sont l'expression, non d'un besoin réel, mais de cupides entraînements.

En dehors de ces faits, d'autres phénomènes se sont produits dans les derniers temps qui agissent d'une manière non moins pernicieuse sur les intérêts de l'humanité. Sous le prétexte de bonnes et même utiles intentions,

une force brutale a fait irruption dans la vie sociale et populaire de l'Europe : c'est la puissance de quelques banquiers, dont l'influence despotique a pesé pendant ces derniers temps d'une manière déplorable sur le mouvement des marchés, sur les entreprises industrielles, sur le prix de l'argent et par conséquent sur celui des objets de première nécessité, car c'est toujours le prix de l'argent qui détermine celui de l'objet acheté.

Les terribles conséquences de la ruine de plusieurs fortunes en Europe, amenée par les dernières banqueroutes, doivent nécessairement faire jaillir des idées plus saines. La vérité ne s'invente pas ; elle arrive par des voies différentes et souvent imprévues ; peut-être sort-elle du cœur de l'homme que le chagrin oppresse : et que de malheurs domestiques toutes ces banqueroutes n'ont-elles pas causés ! Il ne faut pas croire que la dernière crise financière qui a traversé l'Europe n'atteindra pas la Russie, bien que nous n'ayons que faiblement éprouvé jusqu'ici ses pernicieuses conséquences. Ceux qui ont des relations directes avec l'étranger devront éprouver quelques

pertes; ceux même qui ne s'occupent que de la fabrication des objets destinés à la consommation intérieure de la Russie devront nécessairement rencontrer des difficultés dans la vente, s'ils n'ont pas eu la précaution de fournir cette année moins que les années précédentes, parce que l'Europe, retenue par ses embarras financiers, ne peut pas nous acheter la même quantité de produits bruts que l'année dernière, et que, par conséquent, il y a chez nous, relativement, moins d'argent en circulation. En outre, ces difficultés, ces embarras, réagissent sur le commerce tout entier et produisent une stagnation générale.

Quelle conclusion faut-il tirer de tout cela pour le commerce général de l'Europe, y compris le commerce russe? C'est qu'*il a besoin de ce qui lui fait le plus défaut, savoir d'être intimement lié avec les besoins des peuples*, et ce lien ne pourra s'établir que lorsque le commerce sera basé sur des principes de moralité et d'humanité.

Or, qui pourrait nous indiquer un endroit quelconque de l'Europe où ces principes soient ceux du commerce?

Sont-ce les banquiers, avec leurs escomptes, la hausse de l'intérêt et leur talent qui consiste pour les uns à savoir accaparer les papiers qui représentent souvent des capitaux illusoires, et pour les autres, à savoir engloutir tout ce qui garantit ces papiers, c'est-à-dire le métal?

Sont-ce les Bourses, avec leurs jeux de hasard et leurs spéculations, qui se font la plupart du temps sans examen, sans aucun renseignement sur les besoins qui doivent les justifier?

Est-il possible, en effet, que la base du commerce consiste à s'enrichir ou à se ruiner en un seul jour par la hausse ou par la baisse des différents cours, fonds, actions ou obligations? Et en quoi donc cette spéculation différerait-elle de la roulette? Un commerce de ce genre n'est propre qu'à corrompre les mœurs de tout un pays, en déshabituant forcément le public des spéculations sérieuses et rationnelles. De cette activité commerciale, activité tout artificielle, il ne reste rien en réalité, si ce n'est ce qui reste de tout ce qui flambe : de la fumée et de la suie. Ce n'est pas en tout cas le peuple ni le pays qui profitent d'un pareil ordre

de choses, mais bien ces quelques hommes qu'on appelle des faiseurs d'affaires.

Enfin, sont-ce les magasins qui expriment la situation vraie et morale du commerce, avec leurs étalages de théâtre et leur faux éclat, remplis qu'ils sont, la plupart du temps, d'objets dont on pourrait parfaitement se passer pendant toute la vie, sans lesquels même on ne se trouverait que mieux, tant sous le rapport physique que sous le rapport moral?

Non, le commerce de l'Europe n'offre encore nulle part ce lien étroit qui doit le vivifier en le rattachant directement à la vie populaire; aussi n'est-il nulle part basé sur des principes réellement moraux. C'est involontairement à cette triste conclusion qu'on arrive, quand on se donne la peine d'examiner attentivement une branche quelconque du commerce. Certes des observations superficielles en montrent l'ensemble sous un beau jour; mais le mal se découvre lorsqu'on en soumet les détails à un examen sérieux.

On voit tous les jours en Europe un fabricant, membre d'une ou de plusieurs sociétés de bienfaisance, parler publiquement au nom

de l'humanité, pendant que dans sa fabrique on fait travailler, dès quatre heures du matin, des enfants de dix ans, qu'on conduit endormis devant le métier.

Tout en admirant les progrès réalisés en Angleterre, n'est-on pas profondément peiné qu'une nation aussi civilisée ne mette pas en pratique dans ses rapports commerciaux avec les autres pays des principes plus humains? Il suffit de citer le commerce d'opium, introduit violemment en Chine, pour que le sang se glace d'épouvante à l'idée seule des moyens que fait employer la soif de l'or. Ce qui peut consoler de tant d'horreurs, c'est la pensée que la sage Angleterre effacera un jour de son histoire, par dignité nationale, cette faute tout comme elle a plus d'une fois solennellement reconnu d'autres erreurs.

Un professeur qui lance du haut de sa chaire des doctrines nuisibles et publiquement immorales est poursuivi par l'opinion publique, voire même, dans certains pays, par le gouvernement; tandis qu'un marchand qui introduit dans le commerce une nouvelle fantaisie, un objet de luxe inutile, qui ne font qu'aug-

menter les charges de la vie, et conduisent souvent les hommes à la ruine et à l'immoralité, reçoit quelquefois des récompenses honorifiques et des médailles dont l'inscription témoigne de l'utilité de son invention.

On me dira qu'on ne peut pas supprimer le luxe ; que l'achat d'objets chers et inutiles est facultatif. Cela est vrai : mais pourquoi encourager ce luxe, et pourquoi ne pas tâcher de le limiter en démontrant combien il est nuisible et dangereux ? L'introduction des objets de luxe dans la vie n'est excusable que quand elle résulte de l'excédant des revenus ; mais ce qui est intolérable et monstrueux, c'est ce luxe qu'on ne peut soutenir qu'en contractant des dettes, car c'est de la masse des dettes partielles que proviennent les embarras publics.

Le commerce est aujourd'hui dirigé d'après des systèmes et obéit à des principes empruntés à l'économie politique ; mais la cupidité a tout faussé, tout confondu. Ne serait-il pas préférable de prendre pour base une définition simple et rationnelle ; celle-ci par exemple : le commerce doit servir d'intermédiaire entre le producteur et le consommateur ; d'intermédiaire

bien intentionné, qui se rend un compte consciencieux de ses opérations, et qui, par conséquent, n'introduit pas de luxe inutile et ne provoque pas à dessein et par spéculation la hausse des objets de première nécessité. En un mot, et pour nous résumer, le but du commerce est de nourrir et d'habiller les hommes au plus bas prix, en donnant à tous les produits du travail et du sol le plus d'extension possible, sans aucune de ces entraves qui proviennent du mauvais vouloir, de la paresse ou de l'ignorance.

Lorsqu'on s'occupe de la diminution indispensable du prix des objets de première nécessité, il n'est pas moins nécessaire d'examiner sérieusement la répartition des fabriques en Europe, c'est-à-dire de s'assurer si elles ont été établies dans des endroits où les conditions locales sont véritablement favorables à la diminution des prix de leurs produits.

J'ai vu en Écosse des distilleries. Or, une grande partie du blé qui sert à cette fabrication y est importée de Russie et d'Amérique : ne serait-il donc pas préférable d'apporter de la Russie en Écosse, de l'esprit à

la place de blé, par cette simple raison que 10 pouds de farine transformés en esprit ne pèsent que 3 pouds? N'est-il pas évident que la véritable place, pour l'établissement de fabriques de distillation, est dans les provinces fertiles de la Russie, et non pas en Écosse?

De même, en Russie, c'est dans le gouvernement de Vladimir que se sont établies presque toutes les fabriques de tissus et autres de ce genre, tandis que cette province est principalement habitée par des charpentiers et des maçons. Il n'y a en outre ni chutes ni courants d'eau ou autres forces motrices naturelles; les matières combustibles à bon marché y manquent également. On pourrait citer bien d'autres exemples de ce genre. Ils prouvent que la répartition des fabriques en Europe n'a pas eu lieu naturellement, qu'elle s'est faite, au contraire, artificiellement; qu'elle n'existe que d'une manière forcée, et se soutient, non par le cours naturel des choses et par les besoins des populations, mais bien par l'action violente des tarifs.

Les fabriques ne pourront s'établir d'après les lois de la nature que lorsque l'activité com-

merciale de l'homme trouvera tout son développement dans la liberté, et qu'il n'existera aucune espèce de tarifs sur toute l'étendue du continent européen.

Ici j'entends déjà bien des personnes, — les unes bien intentionnées, les autres timides ou routinières, mais toutes ne pouvant s'habituer à l'idée des changements, — me dire :

1° Les tarifs sont nécessaires, parce qu'ils sont une source de revenus pour l'État.

2° Les tarifs protègent l'industrie nationale et soutiennent l'existence des fabriques.

Répondons d'abord à la première de ces objections.

Pour consolider et augmenter les revenus d'un État, il faut que le système de prélèvement des tarifs soit, non un pressoir, provoquant, pour ainsi dire, l'augmentation de ces revenus par la force, mais plutôt une espèce de charrue défrichant et labourant le sol de l'industrie commerciale et agricole pour lui faire donner le plus de rendement possible, afin que les revenus en soient recueillis comme on récolte les fruits de la terre ; il faut que leur augmentation représente, non pas une charge, mais

la fertilité résultant du bien-être général. Avec une pareille base de revenus, et quand même l'État perdrait le revenu douanier, le pays tout entier gagnera en bien-être, la vie sera à meilleur marché, le mouvement commercial plus étendu. D'ailleurs, le gouvernement sera toujours à même de rentrer, par d'autres moyens, dans ses revenus perdus, en les remplaçant par des impôts sur les capitaux et sur le superflu.

Les pays où la question de la liberté de commerce rencontre le plus de sympathies sont la Russie et l'Angleterre. La France, l'Allemagne et la Belgique sont restées, sous ce rapport, en arrière. En voici la preuve: il existe encore dans ces pays, à notre grand étonnement, une institution du moyen âge — l'octroi, c'est-à-dire le prélèvement d'un impôt sur l'introduction dans les villes de toute espèce de provisions de bouche. Il est incompréhensible que des pays, où l'on compte tant de hautes intelligences en fait d'économie politique, n'aient pas encore pu secouer un joug, qui entrave continuellement la libre entrée dans les villes et y rend l'existence plus chère. Quelques habitants de Paris s'efforcent de justifier cette institution en



alléguant qu'elle est une source de grands revenus pour la ville. Raison spécieuse! La possibilité de prélever ce revenu ne provient-elle pas de ce que le mouvement des capitaux dans la ville est très-considérable? On aurait donc pu prélever cet impôt d'une manière plus rationnelle, et le faire peser, non pas sur les vivres, qui sont également nécessaires au riche et au pauvre, mais sur les objets de luxe qui représentent le superflu.

J'ai fait, en passant, cette observation sur l'impôt prélevé sur les provisions de bouche, afin de prouver que le public en France, en Allemagne et en Belgique est, malheureusement, loin de sympathiser avec la liberté du commerce, puisqu'il supporte l'existence des tarifs et même d'un service douanier intérieur autour de chacune de ses villes.

Je vais à présent répondre à la seconde objection, c'est-à-dire à la prétendue nécessité de protéger et de soutenir l'existence des fabriques au moyen des tarifs.

Je parlerai exclusivement de la Russie, car je ne connais pas suffisamment, sous ce rapport, la situation relative des autres pays.

En fait de fabrications, on ne doit considérer comme réellement utiles pour l'État que celles qui sont la conséquence naturelle des propriétés particulières du sol sur lequel elles se produisent. Voyons maintenant quelles sont les fabrications naturelles de la Russie.

La Russie expédie chaque année à l'étranger, en grande quantité et dans leur état naturel, du froment, du lin, du chanvre, du suif, des cuirs, etc. Mais tous ces produits ne peuvent pas être employés ainsi et demandent des préparations. Eh bien ! nous n'avons même pas le dixième de fabriques proportionnellement nécessaires pour la préparation de la quantité de produits bruts que nous donne le sol. Pourquoi donc, au lieu de fabriquer, comme on le fait chez nous, des matières premières que nous n'avons pas et qui nous sont importées de l'étranger, ne pas établir des fabriques pour la préparation de nos propres produits bruts destinés à être exportés ? Pourquoi, par exemple, ne pas changer, en Russie même, la plus grande partie du froment qu'on exporte en farine, la graine de lin et de chanvre en huile, etc. ?

Qu'on nous dise où la préparation de ces produits reviendra à meilleur marché, en Russie, où l'on a ces produits sous la main, ou à l'étranger, où la main-d'œuvre et l'existence sont beaucoup plus chères? Qui nous empêche donc de le faire? Encore les tarifs, bien entendu; car ils existent partout sur tous les produits du sol fabriqués, au grand détriment des États, tant de ceux d'où ils proviennent que de ceux où on les consomme. Mais si ces tarifs n'existaient pas, il est évident que la farine et l'huile seraient vendues à l'étranger à meilleur marché, et qu'il nous resterait une grande quantité de résidus de froment et de graines pour la nourriture du bétail pendant l'hiver; ce qui favoriserait le développement de l'élève du bétail, donnerait un nouveau bénéfice par l'exportation de la viande, et arrêterait sa hausse sur les marchés étrangers. Il est clair que l'avantage serait réciproque.

On peut dire la même chose de tous les autres produits bruts de la Russie. Au lieu d'exporter du suif, pourquoi n'expédions-nous pas de la stéarine et des chandelles? Pour-

quoi n'envoyons-nous pas les cuirs tannés et préparés, la laine lavée et prête à servir de suite à la fabrication des draps? Pourquoi ne livrons-nous pas le chanvre et le lin nettoyés? Si l'on calcule la masse d'argent qui reviendrait à la Russie pour la préparation de ses produits, la somme totale dépasserait, certes, et de beaucoup, le total de la somme que nous réalisons maintenant à l'aide de la fabrication anormale des produits bruts qui nous arrivent de l'étranger.

Un tarif conçu dans un sens opposé à ceux qui existent aurait donc été beaucoup plus avantageux. Par exemple : celui qui exporte de la Russie des produits bruts payerait au gouvernement un certain impôt pour le droit d'exportation ; et celui qui exporte les mêmes produits, mais fabriqués, ne payerait rien, juste récompense de ce qu'il exporte en même temps une marchandise invisible, qui n'est pas moins réelle, — la main-d'œuvre. Un pareil système provoquerait nécessairement et forcément les fabrications nationales qui se feraient dans les villages et les bourgades, c'est-à-dire là où la nature

du sol en fournirait les moyens, et non pas dans les capitales, où sont aujourd'hui forcés de se diriger nos ouvriers, qui quittent pour cela leurs familles pendant toute une année, au grand détriment de l'économie rurale, de la santé et de la moralité publiques. Ceux qui voudraient se convaincre de la vérité de ce triste résultat n'ont qu'à examiner le teint blême des hommes qui travaillent dans les fabriques de Moscou. Afin de calmer toutes les craintes, je puis dire pertinemment qu'avec la liberté commerciale toutes les fabrications russes, même celles qui se composent de produits bruts venant de l'étranger, se maintiendraient inévitablement.

Le nombre de celles qui succomberaient est très-limité; ce seraient les fabriques de bronzes, de glaces, de cristaux, de porcelaines, etc.; mais elles ne valent pas la peine qu'on les plaigne. Avec la liberté commerciale, nos fabriques réaliseraient et au delà les bénéfices que leur assurent les tarifs protecteurs, par la seule raison que ces fabriques choisiraient pour s'établir des localités où les pro-

duits reviendraient à bien meilleur marché. Le centre que notre activité manufacturière a choisi jusqu'ici est Moscou, et le gouvernement de Vladimir, où il n'y a, comme je l'ai dit plus haut, ni forces motrices naturelles, ni combustibles à bon marché, tandis que le gouvernement d'Olonetz, où à chaque verste on aurait des chutes d'eau et du combustible à profusion, ne possède pas une seule fabrique, malgré sa proximité de Saint-Pétersbourg et sa position sur la communication fluviale la moins chère de toute la Russie. Parmi les questions de tarif, la plus importante en Russie concerne les manufactures d'étoffes de coton et les filatures. On redoute chez nous, sous ce rapport, la concurrence des pays étrangers. Quelle crainte puérile ! On ne peut à la rigueur excuser une pareille crainte que par le mauvais choix des localités où sont placées les fabriques. Autant vaudrait établir des fabriques à Orel ou à Koursk, où, comme à Moscou, on a besoin de la vapeur pour force motrice et où une toise de bois de chauffage revient à 120 francs. Dans de pareilles conditions, même un tarif deux

fois plus protecteur ne suffirait pas à protéger notre fabrication.

Et pourquoi donc la masse des consommateurs devrait-elle supporter éternellement le poids des tarifs, par suite du choix défectueux des localités?

Prenons pour exemple la Suisse, où il n'existe pas de tarifs, par la raison que toutes les fabriques sont mues par des forces naturelles. Les indiennes suisses, non-seulement ne craignent pas à l'intérieur la concurrence, mais font elles-mêmes une forte concurrence aux indiennes anglaises dans l'Orient. Notre Suisse septentrionale à nous, c'est le gouvernement d'Olonetz, où la force motrice hydraulique tombe jour et nuit de différentes hauteurs entre des roches de granit, et s'écoule en pure perte, pendant que ses forêts pourrissent sur pied ou sont détruites par les incendies. Dans la Russie méridionale, les localités les plus favorables pour l'établissement de fabriques sont évidemment les provinces que la nature a enrichies de mines de charbon de terre. C'est là que se portera l'activité manufacturière de la Russie,

de cette Russie qui est dans l'avenir et qui est encore assise aujourd'hui sur les bancs des différents établissements d'instruction publique.

Résumons-nous : tant que l'humanité ne sera pas parvenue à conquérir la liberté commerciale, elle aura toujours à souffrir les mêmes terribles perplexités, et restera courbée sous le poids de difficultés quotidiennes; l'habitant des États de l'occident de l'Europe payera cher sa nourriture, tandis que l'habitant de la Russie, d'une part, supportera également la cherté des produits fabriqués de première nécessité, et verra s'épuiser, de l'autre, ses revenus par l'impossibilité où il est de donner aux produits du sol de plus grands débouchés.

III

Que produiront toutes nos précédentes observations sur le mal inhérent au système actuel des tarifs? Quel bien en résultera-t-il?

Aucun, sans doute : rien ne sera modifié. Nos plaintes ne provoqueront de plusieurs côtés que des mécontentements ; et, de tout cela, il ne résultera que du bruit, des paroles qui encore ne seront pas de longue durée.

Des paroles ! Eh bien ! soit. C'est déjà quelque chose. Quant à leur résultat, cela dépend des citoyens, c'est-à-dire de l'intérêt que chacun aura à ce qu'elles aboutissent à un résultat. En tout cas, il faut que la presse remplisse son devoir, qui consiste à défendre l'intérêt général. Or, la question qui nous préoccupe touche à tous les intérêts ; il s'en suit que s'ils n'envisagent qu'avec indifférence le fardeau qu'ils supportent et tous les inconvénients qui les entourent, la faute en est à eux ; et, dans ce cas, il reste du moins à la parole imprimée une consolation : c'est de subir, au nom de tous, les attaques du petit nombre des mécontents. Il en résultera des controverses, des discussions étayées d'arguments et de preuves. Eh bien ! c'est là précisément ce qui est à désirer. Il arrive souvent, et il arrivera toujours qu'une centaine d'hommes simples et de bon sens

émettront des idées qui, dans leur application à la vie pratique, se trouveront être plus rationnelles, plus sages que bien des idées longuement élaborées dans le silence du cabinet.

Quoi qu'il en soit, il n'y a pas lieu de regretter les reproches que nous avons adressés au système des tarifs.

Mais revenons à notre sujet.

Nous avons dit que le commerce doit être moral et humain, c'est-à-dire qu'il faut s'attacher à abaisser le prix de tous les produits, dans l'intérêt des consommateurs, et à maintenir ce bon marché dans l'intérêt même des producteurs. En outre, il faut tendre à ce que l'activité industrielle soit développée au point de pouvoir fournir une vaste carrière à tous ces jeunes gens qui sont assis aujourd'hui sur les bancs des universités, des collèges et des autres établissements d'instruction publique. C'est indispensable pour la Russie surtout; car aujourd'hui, le courant de l'opinion a changé, et nos jeunes gens, comprenant enfin la stérilité des tendances d'autrefois, tournent leurs regards, non plus vers les emplois de

l'État, mais vers les entreprises particulières. Le nombre de ceux qui se vouent au commerce et aux professions industrielles augmente tous les jours. A peine est-il question de fonder une nouvelle société, que les demandes d'emploi affluent de toutes les villes de l'empire. La *Société franco-russe d'alimentation* et celle de *navigation à vapeur sur la mer Noire* ont reçu cent fois plus de demandes qu'elles ne pouvaient offrir de places. Il faut considérer aussi que la réorganisation de la propriété foncière nobiliaire, et la diminution si heureusement effectuée du personnel dans les différentes administrations de l'État, vont rendre libres un grand nombre d'individus. Il est donc assez urgent, nous semble-t-il, qu'on s'y prenne de bonne heure pour leur trouver de l'occupation. Il ne faut pas que, dans une société bien organisée, une grande masse d'hommes soit réduite à s'adresser cette terrible question : Qu'allons-nous faire ?

C'est à l'industrie, si elle veut marcher de pair avec les idées du siècle, à empêcher que cette question vienne à se poser. En Russie et même dans toute l'Europe, si l'on en excepte

l'Angleterre, on ne se rend pas bien compte de la force nationale que cache en soi l'industrie. Cette force, quand elle est bien dirigée, développe tout dans un pays, et le bien-être intérieur, et les principes de morale et les ressources financières. Sans elle il n'y a pas de force politique possible.

En Europe, le nombre des individus qui sont à la recherche de places, est bien plus considérable encore qu'en Russie. Pour peu que vous soyez à la tête de quelques entreprises industrielles, vous êtes assiégé, à l'étranger, de demandes d'emploi.

L'opinion que nous avons émise en faveur de la liberté du commerce serait certes un des moyens les plus sûrs pour parvenir à établir cette liberté sur des bases d'une utilité générale et commune à tous. Mais c'est une utopie, me dira-t-on. Nous croyons, nous, que c'est plus que cela ; c'est un germe, — germe fécond qui produira plus tard ses fruits. Qu'on se donne seulement la peine de remarquer que s'il y a en Russie, supposons une centaine de fabricants qui se trouvent protégés par les tarifs douaniers, il existe au moins

plus de cent mille individus qui voudraient s'adonner au commerce et qui sont réduits à voir s'éteindre en eux leurs capacités, leurs aspirations et leur énergie. En outre, tous les consommateurs, — c'est-à-dire la population tout entière, — gagneront à l'abolition des tarifs. Non, je le répéterai jusqu'à satiété, il est impossible qu'une idée pareille puisse mourir sans porter ses fruits.

Nous allons, en attendant, exposer quelques considérations particulières qui nous sont inspirées, pour ainsi dire, par une voix intérieure. Quoique toutes personnelles et privées de l'appui de la science, nous nous permettons de les soumettre à l'appréciation publique, non pas comme des projets mûrement combinés mais, comme de simples propositions, des pensées inachevées, que d'autres plus compétents amèneront à bien.

Ainsi, il nous paraîtrait utile d'organiser en Russie une vaste Société, sous la dénomination, par exemple, de *Société d'activité commune* ou de *Société d'utilité mutuelle*, ou sous tout autre titre qui résumerait et préciserait le but comme l'idée de cette

institution. Pourquoi ne la nommerait-on pas la *Fourmilière*?

Le but que devrait se proposer cette Société est tout aussi simple que précis : ce serait de *servir d'intermédiaire entre le producteur russe et le consommateur européen* dans les principales branches du commerce, et de remplacer par là cette transmission continuelle que doit subir, dans l'organisation actuelle du commerce, toute espèce de marchandise. L'action d'une pareille Société, qui existerait en dehors des traditions et des règles du commerce actuel, au moyen de capitaux nouveaux, élèverait une barrière à ce qui, aujourd'hui, entrave malheureusement l'activité commerciale et ne prend que trop souvent le caractère du monopole.

La force de la Société devrait par conséquent résider non-seulement dans ses ressources financières, mais surtout dans le nombre et dans le choix des hommes dont elle se composerait. Il faudrait par conséquent que tout individu qui serait à la tête d'une branche quelconque d'industrie, ainsi que ses aides et ses commis, fussent tous membres de la Société;

et, dès lors, animés du même zèle pour le succès de l'entreprise, basé sur la conviction que la prospérité non-seulement matérielle mais morale de tous assure la prospérité de chacun.

Quant au capital, il pourrait, dès le début, être fixé à la somme de 10 millions de roubles, somme qui pourrait s'élever par la suite jusqu'à cent millions, ou davantage, selon les besoins de la Société et le nombre de personnes qui désireraient prendre part à ses opérations. Ce nombre deviendrait assurément très-considérable aussitôt que chacun trouverait dans cette entreprise un placement avantageux de ses capitaux; et ces avantages seraient certains, parce que le but d'une pareille Société est clair, net et précis.

Nous expliquerons plus loin quelles seraient, selon nous, les opérations de la Société; disons, avant tout, quelques mots de son organisation.

I.—La Société n'aurait pas besoin de gros capitalistes, mais d'hommes jeunes et actifs, capables d'occuper les différents emplois

qu'elle créerait, et qui, au moyen de petits versements en rapport avec leurs faibles ressources, créeraient ainsi un capital énorme. Il y a bien, sans doute, en Russie, deux mille individus possédant chacun 5,000 roubles de fortune, ou bien mille ayant chacun un capital de 10,000 roubles? Je connais pour ma part plus de cinq cents personnes qui peuvent disposer de pareilles sommes; et la Russie est si grande! On n'a qu'à bien se pénétrer de l'idée de notre proportion pour se convaincre que les offres qui seront faites révéleront un nombre de petits capitalistes bien plus considérable. Que peut faire aujourd'hui un jeune homme intelligent possesseur d'un capital de 10,000 roubles? quel genre d'industrie peut-il entreprendre? Réellement aucun. Il est destiné à languir toute sa vie, sans pouvoir améliorer sa position. Même celui qui possède un capital de 50,000 roubles ne peut rien de sérieux pour le développement de l'industrie nationale; or, c'est précisément chez les jeunes gens, qui ne possèdent que de petits capitaux, qu'on trouve tout l'esprit d'initiative et toute

l'énergie nécessaires, qualités qui manquent généralement à ceux qui ont déjà acquis de grandes fortunes, et qui sont tout naturellement prédisposés à la paresse et à la routine.

II. — La Société devrait être composée de cent voix ou parts. En supposant le capital social primitif à 10 millions de roubles, chaque part serait de 100,000 roubles et pourrait être composée de dix personnes qui concentreraient leurs voix sur un seul individu choisi parmi eux. Une seule personne ne pourrait former une part entière de 100,000 roubles que dans le cas où les petits capitaux feraient défaut ; sans cette mesure indispensable, l'idée première serait faussée, car il s'agit avant tout d'appeler à l'activité commerciale de jeunes et nouvelles intelligences.

III. — Quant à l'organisation de l'administration, il serait toujours temps de s'en occuper. Il faut avant tout, que l'entreprise soit établie en principe ; les noms de ceux qui voudraient

s'y associer seraient publiés, et ce seraient ces personnes mêmes qui arrêteraient, en assemblée générale, la marche à suivre, qui discuteraient ce qui convient le mieux aux besoins et à la capacité personnelle des actionnaires. Ce qu'on peut établir dès à présent, c'est que le centre de l'activité de la Société devrait être à Moscou. C'est à Moscou que siègerait le comptoir général, et que serait établi le bureau central où convergeraient les renseignements des succursales, sur les prix d'achat et de vente de tous les produits en général. La question de la forme administrative à donner à l'entreprise n'est qu'une question de formalité, — côté extérieur de l'affaire, et objet secondaire qui ne vaut pas la peine qu'on s'en occupe ici. Quand des hommes convaincus de l'utilité fondamentale de cette vaste entreprise se présenteront pour en faire partie, ils auront bientôt arrêté, et avec la plus grande facilité, l'organisation extérieure de l'entreprise. Proposer maintenant un mode quelconque serait se perdre dans les divagations et vouloir imposer un système là où il s'agit d'un concours libre et facultatif,

le seul bon et utile dans toutes les affaires de quelque genre qu'elles soient.

Mais passons plutôt à examiner quelles devraient être les opérations de la Société. Elles devraient avoir pour bases trois principes, savoir, le *premier* : l'expérience du passé ; le *deuxième* : les circonstances actuelles ; le *troisième* : ce qui est encore inconnu, mais que révélera une étude approfondie des ressources de la Russie.

Commençons par le premier de ces points, c'est-à-dire par les procédés qui sont connus depuis longtemps. En général, les produits bruts de la Russie, avant de parvenir des mains du producteur (supposons qu'il soit cultivateur dans le gouvernement de Samara) jusqu'aux consommateurs de la France ou de l'Angleterre, passent au moins par une dizaine d'intermédiaires, ce qui, déduction faite des frais du transport, augmente le prix primitif de ces produits, quelquefois de 300 o/o, perte réelle aussi bien pour le producteur que pour le consommateur.

Il y a quelque temps, un homme intelligent, Maxime Poliakoff, paysan du village

de Poliana, dans le district de Porkhoff, nous parlait de l'industrie linière du gouvernement de Pskoff, dans des termes excessivement clairs et précis : « Notre lin, nous disait-il, avant de parvenir aux étrangers, passe par une quinzaine de mains, et chaque fois son prix est surchargé de 10 ‰ . D'un autre côté, une grande partie de notre lin nous revient de l'étranger transformé en produits fabriqués et passe de nouveau à son retour par dix autres mains, dont chacune le renchérit encore de quelques *pour-cent*. » Maxime Poliakoff est parti ces jours-ci pour l'Angleterre et la Belgique, afin d'étudier la fabrication linière sur les lieux mêmes. Il se propose d'introduire chez lui ce travail perfectionné, et de faire ainsi tourner au profit de son pays les bénéfices que lui enlèvent tant d'intermédiaires inutiles. Cet homme digne d'intérêt vint nous voir pour s'informer de l'adresse d'un autre paysan russe, Alexis Samiartine, du village de Tosna, qui précisément était allé en Écosse dans le but d'apprendre à fabriquer et à poser les tuyaux de drainage.

Ce départ de deux paysans russes, voyageant

à leurs propres frais, et peut-être avec leurs dernières ressources, pour étudier des industries si utiles à leur pays, est une preuve du réveil de la Russie, et c'est pourquoi nous l'avons mentionné. Sans nous écarter de la question, nous avons voulu citer ce fait pour nous faire sortir, en Russie, de notre apathie, et nous pousser vers le développement de nos forces industrielles. Revenons maintenant à la question commerciale.

Nous croyons nous être expliqué assez nettement sur les services que pourra rendre la Compagnie commerciale que nous proposons, en facilitant les rapports entre le producteur et le consommateur. De là résultent les ressources et les avantages qu'elle pourra se créer à elle-même. Ces avantages vont attirer un très-grand nombre de petits capitaux et étendre le cercle des affaires de la Compagnie à un tel point, qu'avec le temps elle trouvera moyen d'employer quelques milliers de jeunes gens à des travaux industriels.

La Compagnie doit établir des comptoirs dans les endroits où s'achètent les matières premières, comme, par exemple, à Samara, pour

l'achat du froment, à Morchansk pour les autres grains, à Orel pour le chanvre, à Saratof et dans le gouvernement de Perm pour les suifs, etc., etc.

A l'aide de ces établissements, le cultivateur trouvera le moyen de recevoir en tout temps le prix réel de ses produits, en s'affranchissant complètement du concours usuraire des accapareurs (Koulaki, Miroïèdi). C'est surtout en automne, vers l'époque où le fisc exige l'acquiescement des contributions, que cette classe intéressante des travailleurs a le plus besoin d'argent, car alors les vrais acheteurs ne sont pas encore arrivés pour alimenter les marchés d'hiver, et le véritable prix des denrées n'étant pas fixé, le paysan se trouve dans la nécessité d'abandonner le fruit de son travail à ces sangsues du pauvre.

La Compagnie doit également avoir dans les ports russes des greniers pour les céréales et les autres produits bruts de la terre. Elle exposera, chaque semaine, à la Bourse des principales places de commerce, un tableau exact des approvisionnements qui se trouvent dans ses magasins et des prix auxquels elle vend les

produits. De cette manière, les vaisseaux étrangers pourront se rendre en Russie parfaitement sûrs d'y trouver des chargements suffisants à des prix convenus d'avance

La Compagnie doit encore avoir ses propres moyens de transport, savoir : des allèges et des bateaux remorqueurs partout où, dans l'intérieur de la Russie, la communication par eau l'exige. Dans ce but, il serait indispensable qu'elle établît, dans un endroit convenable, des ateliers pour la construction et la réparation des bateaux à vapeur.

Nous avons indiqué jusqu'ici, en traits généraux, la direction que devra prendre ce mouvement commercial, et un esprit judicieux et attentif y aura déjà trouvé ample matière pour agrandir le champ de la spéculation commerciale. Admettons qu'un jeune employé de la Compagnie à Samara soit en rapport direct avec un honorable cultivateur, qu'il lui achète ses produits sans rien rogner sur le poids et la mesure, qu'il lui parle poliment, qu'il trouve plaisir à écouter cet homme de bien et à s'instruire par son langage si simple et si net. On

verra bientôt entre ces deux individus s'établir un échange de bons services : ainsi, le paysan aura recours à l'employé de la Compagnie dans les moments où il a besoin de changer, dans les bureaux de l'administration du fisc, son papier-monnaie contre des espèces sonnantes, chose assez difficile en province, où d'habitude on n'obtient guère que des pièces usées et à demi effacées; et cet employé ne tardera pas à gagner par de pareils procédés la confiance générale dans tout le rayon où il aura à déployer son activité.

De même, un autre jeune homme, employé de la Compagnie, surveille l'usine où se construisent les bateaux à vapeur. Grâce à son intelligence et à son habileté, les travaux avancent rapidement; il met lui-même la main à l'œuvre lorsque cela est nécessaire et il encourage ses ouvriers. Enfin le jour arrive où le beau steamer, aux sons de la musique et aux gais refrains des travailleurs, quitte le rivage. Plus de lourdes barques traînées par des malheureux, qui, semblables à des bêtes de somme, marchent dans l'eau jusqu'aux genoux et por-

tent les traces des cordes sur leur poitrine et leurs épaules : à leur place, des hommes bien nourris et chaudement vêtus travaillent sur le pont du beau navire et vident à la santé d'Alexandre II leur verre, rempli d'une liqueur saine et à bon marché, au lieu du breuvage falsifié et si cher qu'ils buvaient jadis.

Un troisième employé s'établit dans un des ports de mer, où il surveille les dépôts de la Compagnie ; dans les ventes qu'il opère, il se contente d'un faible bénéfice. L'appât du gain et les propositions avantageuses de l'acheteur ne pourront guère l'entraîner à vendre à l'étranger des produits dont on a besoin dans son propre pays, et dont l'exportation y produirait un vide funeste, — faute dans laquelle les commerçants d'Arkhangel sont dernièrement tombés. En effet, presque tout le blé arrivé à Arkhangel des gouvernements de Viatka et de Vologda a été vendu à l'étranger ; il en est resté si peu, que le poud de seigle revient aujourd'hui à Arkhangel à plus d'un rouble argent, tandis qu'à Mezen et à Pinéga on n'en saurait avoir même pour le double

du prix. Aussi de tous côtés il arrive à Arkhangel des milliers de malheureux qui ne trouvent pas dans leur pays de quoi se nourrir, grâce aux cupides spéculations des exporteurs. Ce n'est pas ainsi qu'agira notre jeune employé : il sait bien que s'il vend du blé à l'étranger sans consulter les besoins du pays, il encourra le blâme de tous ses confrères de la Compagnie, et qu'il se trouvera au ban de l'opinion publique ; qu'en revanche, si l'étranger est menacé par la disette et la famine, il ne faut point profiter de cette calamité pour chercher à obtenir des prix exorbitants. Il se laissera donc guider par des sentiments d'humanité, et cherchera plutôt à faire honneur à son pays qu'à faire de l'intérêt commercial le seul mobile de ses actions.

Un quatrième employé est chargé de la comptabilité : il est le gérant du comptoir dans lequel se concentrent tous les renseignements, toutes les données sur la marche des affaires de la Compagnie. C'est lui qui est chargé de relever les comptes, et qui, en évaluant la part du travail de chacun

des participants, lui attribue sa quote part de bénéfices.

Tous les autres employés de la Compagnie doivent, dans la même mesure, être pénétrés de l'importance de leur tâche, qui n'est autre que de servir d'intermédiaires directs entre les producteurs et les consommateurs des divers pays.

Suivons maintenant la Compagnie dans un autre centre d'activité : là elle ne prend plus pour guide l'expérience pratique, mais, poussée par des circonstances particulières à sa situation et par une certaine inspiration, elle dirige ses regards vers l'avenir.

Nous allons sommairement émettre nos idées à ce sujet ; mais ce n'est ni aux retardataires ni aux routiniers que nous les adressons : à ceux qui sympathisent avec notre Compagnie, qui apprécient sa mission et son but, quelques traits de plume suffiront pour saisir l'ensemble, pour entrevoir la perspective brillante que l'avenir réserve à une pareille entreprise.

La communication intérieure par bateaux à vapeur une fois établie sur toutes nos rivières

navigables, pourquoi la Compagnie n'exporterait-elle pas les produits de la Russie sur ses propres navires ?

Pourquoi n'enverrait-elle pas à l'étranger la farine en place du blé ? Il ne s'agit pourtant que d'établir des moulins aux endroits d'où l'on exporte le blé.

Pourquoi ne construirait-elle pas sur le Volga et le Dniépre des moulins flottants, à l'instar de ceux qui se trouvent sur le Rhin près de Mayence ?

Pourquoi ne releverait-elle pas le commerce complètement négligé de la bière, qui, il y a vingt-deux ans, était huit fois plus considérable qu'il n'est aujourd'hui ? Par suite de l'abandon de cette industrie, l'agriculture subit sur la baisse du prix de l'orge une perte annuelle de plusieurs millions.

Pourquoi la compagnie ne soignerait-elle pas encore l'exploitation du houblon ? Le prix de ce produit en Russie varie de 3 à 6 roubles par poud, et le houblon qu'on nous envoie d'Angleterre revient de 25 à 60 roubles.

Pour améliorer le houblon russe, qui n'a pas la force requise pour le brassage, il fau-

draît étudier la manière de le cueillir, de le sécher et de le presser.

Pourquoi ne passerait-elle pas des baux avec le gouvernement et même avec les particuliers, pour exploiter les steppes immenses qui couvrent la Russie, et dont les pâturages magnifiques, se desséchant au soleil, restent improductifs, au lieu d'être couverts de nombreux troupeaux?

Pourquoi ne songerait-elle pas à exporter l'huile du chanvre et du lin, au lieu de la graine de ces plantes? On pourrait évidemment tirer profit des marcs, qui serviraient à engraisser les porcs: les jambons nous reviendraient alors à moitié prix de ce que coûtent aujourd'hui en Russie les jambons étrangers.

Pourquoi ne fournirait-elle pas aux Russes de l'huile qui ne soit pas rance, ou du gruau qui ne sente pas le moisi? En d'autres termes, pourquoi n'établirait-elle pas des moulins propres à extraire l'huile et égruger le gruau, dans quelques villes au nord de la Russie, à Moscou, à Rybinsk, à Arkhangel, par exemple? C'est ainsi qu'on obtiendrait de l'huile fraîche et de bon gruau. Les résidus de ces produits

bien fabriqués pourraient servir à engraisser le bétail, qui est encore clair-semé dans nos contrées septentrionales, ce qui empêche notablement le progrès de l'agriculture et l'amélioration du sol.

Pourquoi ne pas diriger l'attention sur le prix énorme des briques, qui coûtent à Pétersbourg et à Moscou 16 roubles le mille, c'est-à-dire plus du double de ce qu'on les paye à Londres? Il ne s'agit pourtant, pour améliorer la qualité de la brique en Russie et pour en réduire le prix, que d'introduire des machines à fabriquer, et d'exploiter les vastes terrains glaiseux appartenant à la Couronne.

La graisse de porc et d'autres animaux abonde dans la Petite-Russie, et s'y vend à très-bon marché; elle se paye au plus 1 rouble le poud. Pourquoi ne pas l'exporter en Angleterre, où elle vaut dix fois plus cher?

Pourquoi ne pas exporter du gruau de sarrasin et du froment rouge, qui sont presque sans valeur dans le gouvernement d'Orenbourg, et ne valent pas la moitié de ce qu'on paye le foin à Saint-Pétersbourg?

Pourquoi ne pas s'occuper en Russie même

de la fabrication de nos cuirs? Le tannage et la main-d'œuvre y coûtent infiniment moins cher, et il nous resterait la rognure pour la préparation de la colle-forte.

Pourquoi ne pas convertir sur place une bonne partie de nos suifs en stéarine, au lieu d'envoyer les suifs bruts à l'étranger?

Pourquoi ne pas faire, en Russie même, subir au lin et au chanvre les manipulations nécessaires, afin de débarrasser ces matières premières de toutes leurs parties ligneuses et grossières? Outre l'avantage de pouvoir faire l'exportation directe de ces matières changées en filasses écanguées, cordes et câbles, on garderait encore les déchets d'étoupe pour la fabrication des grosses toiles, du papier et de quelques autres branches d'industrie. Jusqu'à ce jour, dans la Petite-Russie, on jette encore ces déchets (*kostriza*) sur la voie publique, qui devient quelquefois impraticable par suite de cette accumulation d'ordures. Et cependant le produit de la vente de ces immondices, qui sont maintenant un obstacle à la circulation, pourrait être utilement employé, et servir, par exemple, à réparer les

mauvaises routes et à en construire de nouvelles, dans beaucoup d'endroits où elles manquent complètement.

Autre question importante: de vastes forêts, composées de hautes futaies et appartenant à des propriétaires particuliers, sont situées sur les bords des rivières Vetlougá et Ounja. On évalue la surface de ces forêts à plus de 1,200,000 dessiatines et elles alimentent de bois tous les gouvernements qui avoisinent le bassin du Volga, ainsi que ceux du midi de la Russie. Pourquoi notre Compagnie ne ferait-elle pas l'acquisition de ces immenses terrains boisés, afin de pourvoir à leur aménagement régulier et de prévenir, par une administration sage et bien dirigée, la destruction barbare de la richesse forestière de tout un pays?

La Russie ne pourrait-elle pas fournir pour toute l'Europe le bois employé pour les allumettes chimiques, qui sont aujourd'hui devenues un objet de première nécessité dans la consommation journalière? Ces mêmes allumettes pourraient peut-être, avec l'autorisation du gouvernement, se faire en

Russie, où leur fabrication est encore interdite. Tout le monde y gagnerait, le fabricant d'abord, le fisc ensuite en prélevant un droit sur les allumettes, et enfin le consommateur, qui ne serait plus en contravention avec les règlements de police en se servant d'un objet presque indispensable pour l'usage domestique, et qu'il ne se procure maintenant qu'à un prix élevé et encore clandestinement.

Pourquoi le fer d'Irkoutsk, où l'on trouve ce métal presque sous ses pieds, n'est-il pas livré immédiatement à la fabrication pour être converti en objets de première nécessité, tandis que maintenant la Sibérie tire le moindre objet en fer des mines de l'Oural, éloignées de 4,000 verstes à peu près d'Irkoutsk ?

Pourquoi ne fournit-on pas aux dix mille habitants de la Petchora le blé et le suif dont ils ont besoin en échange des peaux de renne et d'autres articles qui s'y perdent presque inutilement, et qui ont en Europe dix fois plus de valeur ?

De même, pourquoi ne pas fournir aux habitants riverains de la mer Blanche les céréales

indispensables dont ils sont complètement dépourvus, tandis que le poisson, — hareng, morue, saumon, — s'y trouve en telle abondance qu'on l'y laisse pourrir et qu'on échange volontiers dix pouds de poisson contre un poud de pain ?

Pourquoi ne pas établir à l'embouchure de la Petchora et dans le golfe d'Onéga des fabriques pour préparer les graisses et les colles de poisson ? Il y a des époques dans l'année où le savoureux poisson appelé *bélouga* apparaît en telle quantité sur la côte que les pêcheurs ne peuvent plus avancer avec leurs barques. Ne peut-on pas conserver dans des boîtes hermétiquement fermées le poisson si recherché appelé *sterliad*, et l'expédier dans les pays où il n'est connu que de nom, et où il figurerait sur les tables des riches gastronomes, qui le payeraient au poids de l'or ?

Pourquoi ne pas utiliser les forêts de Vologda et d'autres lieux, forêts qui pourrissent peu à peu ou deviennent chaque année la proie des flammes sur une étendue de plusieurs centaines de verstes ? Pourquoi ne pas ex-

traire des arbres de ces forêts de l'esprit de bois (acide pyroligneux) propre à la préparation des vernis ?

Pourquoi ne pas éclairer nos villes de province au gaz, système qui remplacerait si avantageusement les lanternes enfumées dont on n'aperçoit même pas la lumière ?

Pourquoi ne pas demander au gouvernement l'autorisation d'extraire gratis toutes les souches de bois enfouies dans les terres de l'État, afin d'en retirer la résine, opération qui faciliterait en même temps la culture de ces terres ? Sans parler des provinces éloignées, n'est-il pas déplorable de voir parsemés, tout le long du chemin de Saint-Petersbourg à Moscou, ces tronçons et ces débris d'arbre, témoignage irréfragable de l'état arriéré de notre agriculture ?

Pourquoi ne pas proposer aux propriétaires peu fortunés d'établir le drainage sur leurs terres pendant un certain nombre d'années, à condition que la récolte moyenne des bonnes années resterait au fermier, et que le surplus serait partagé entre lui et les entrepreneurs ? Un pareil essai, mieux que tous les

arguments démonstratifs, déciderait les propriétaires à s'occuper du drainage.

Pourquoi ne songerait-on pas à la possibilité d'appliquer la vapeur aux travaux agricoles ?

Pourquoi ne pas faire le commerce des bas et des chaussettes de fil que tricotent presque pour rien nos vieilles femmes pauvres, alors que ces objets, faits à la main, sont supérieurs en qualité à ceux faits sur le métier, et se payent, à cause de cela, plus cher à l'étranger, où l'on pourrait les expédier en réalisant de grands bénéfices ?

Pourquoi ne pas créer à Moscou et à Saint-Pétersbourg des magasins de produits indigènes qui, non-seulement ne se vendent pas avec bénéfice et ne font nullement vivre les villages qui les fournissent, mais qui, pour la plupart du temps, sont perdus ? Ces produits cependant ne sont-ils pas un fruit de l'intelligence nationale ? Je vais en citer quelques-uns.

Les jouets d'enfants, qui sont la principale industrie du village Alexandrovka, dans le gouvernement de Moscou ;

Les broderies en or et en argent qui proviennent d'Arzamas ;

Les ouvrages en ébène ciselé, à Arkhangel ;

Les brunissages d'argent, à Velikii-Oustioug ;

Les petites peaux de bouc, préparées à Bélev, excellentes pour la fabrication des gants, pour laquelle on se sert en grande partie, en Russie, de peaux étrangères ;

Les pelisses de mouton, confectionnées à Romanov, qui ne coûtent sur place que 5 roubles pièce, tandis que les mêmes pelisses pour enfants se vendent chez nos tailleurs jusqu'à 20 roubles ;

Les cloches ou sonnettes de Valdaï ;

Les nappages de Viazniki ;

Les objets de marqueterie en magnifiques pierres de Sibérie fabriqués à Ecatherinembourg ;

Les écharpes et les fichus d'Orembourg, fabriqués avec du duvet de bouc par les Cosaques, et ressemblant, par leur finesse, à des mantilles de dentelle ;

Les broderies sur cuir de Torjok ;

Les bottes brodées de Kazan ;

Les dentelles de fil de Mitsensk et celles de soie de Balakhna ;

Les ceintures de laine de Koursk ;

Les paletots de laine imperinéables et sans coutures de Nijnii-Novgorod ;

La toile de Balakhna, recherchée pour son imperméabilité et qui sert à la confection des tentes militaires ;

Les bottes et galoches en laine et sans coutures de Makariev ;

Les objets de bois travaillés, de Viatka ;

Les coffrets, etc., de Velikii-Oustioug ;

Les serrures fines de Solvytchegodsk.

Voilà toute une liste de produits remarquables de notre industrie nationale, et encore n'avons-nous fait mention que d'une bien faible partie, n'ayant nommé que ceux qui nous sont venus à la mémoire. Si l'on trouvait un débouché à tous ces produits indigènes, outre qu'on en perfectionnerait la confection, on provoquerait en même temps une grande augmentation de bien-être dans les localités d'où proviennent ces objets. Sans débouché, tout ce que les travaux de l'intelligence ont créé en Russie est condamné à

disparaître dans un temps donné; nous allons en citer un triste exemple: l'art de brunir l'argent à Vélîkii-Oustioug a presque entièrement disparu; il n'y a plus que deux vieillards qui connaissent le secret de cet admirable procédé, que l'indifférence de notre commerce a entièrement abandonné. Lors de notre séjour à Edimbourg, nous avons visité la célèbre fabrique de M. Morton, qui prenait du tabac dans une tabatière provenant de Vélîkii-Oustioug. Nous entamâmes une conversation à ce sujet avec M. Morton, qui nous dit que le brunissage de sa tabatière était parfait, très-admiré des connaisseurs, et que ce genre de travail est très-estimé en Angleterre. Sans doute, nous dit-il, la ville de Vélîkii-Oustioug ne peut fournir une quantité suffisante de ces objets, puisqu'on en rencontre si peu en Angleterre. A notre retour en Russie, nous avons eu toutes les peines du monde à nous procurer une tabatière de Vélîkii-Oustioug, que nous nous sommes empressé d'envoyer à M. Morton, comme à un véritable amateur.

En écrivant ces lignes, bien des *pourquoi* encore se présentent à notre mémoire.

Ainsi pourquoi ne songerait-on pas à organiser à Moscou et à Saint-Pétersbourg des marchés au poisson, marchés couverts, avec des bassins d'eau courante, où le poisson se vendrait à des prix accessibles à tout le monde? Aujourd'hui un sandat (*soudak*) vivant coûte 8 roubles à Moscou, et 12 à Saint-Pétersbourg. Or, le même sandat ne se paye que 30 kopecks à Biélo-Ozero. Cette énorme différence de prix provient du manque de petits bateaux à vapeur qui pourraient apporter à Saint-Pétersbourg le poisson vivant des lacs de Ladoga, Onéga et autres. Cela provient encore de ce que ce commerce est dans les mains de simples marchands de marée.

Pourquoi n'ouvrirait-on pas une communication fluviale entre Saint-Pétersbourg et la baie d'Onéga? Il existe une communication des plus praticables de Saint-Pétersbourg à Pavenetz, par les lacs de Ladoga et d'Onega, reliés par la rivière Svir, et de Pavenetz à la baie d'Onéga il n'y a que 60 verstes. De plus, cet espace de 60 verstes est coupé par une infinité de rivières. Nos pèlerins choisissent depuis plus de cent ans cette voie, de préférence à toute autre,

pour se rendre au monastère de l'île Solowetski, voie que les Novgorodiens suivaient depuis plus de 500 ans, et dans je ne sais plus quel endroit de laquelle ils transportaient leurs embarcations par terre, en parcourant ainsi à pied un espace de 3 verstes seulement, distance qu'on pourrait faire traverser par un canal en l'alimentant de tous les courants d'eau adjacents. Si cela se faisait, un bateau à vapeur pourrait, en quatre jours, se rendre de Saint-Petersbourg à la mer Blanche. La cherté du poisson disparaîtrait alors, et chacun pourrait en acheter, ce qui aurait bien son importance en Russie, où, à l'époque du carême, l'abstinence de la viande est généralement pratiquée.

Nous venons de toucher seulement à la question des voies de communication et de la diminution des prix de transport des marchandises, et voilà que de nombreux *pourquoi* affluent encore sous notre plume. Laissons-la donc courir.

Pourquoi ne pas nettoyer les bouches du Don, afin de relier Rostov à la mer d'Azov, et diminuer par là de beaucoup le prix de transport du blé à l'étranger?

Pourquoi un bateau à vapeur qui met au plus dix jours seulement pour aller du Havre à Cronstadt en met-il vingt pour traverser le petit parcours qui sépare Cronstadt de Vassiliévskii-Ostrov, c'est-à-dire pour arriver à la douane de Saint-Pétersbourg? C'est par cette voie pourtant que passe tout le commerce qui se fait entre l'Europe avec Saint-Pétersbourg, Moscou et toute la Russie septentrionale!

Pourquoi les marchandises russes destinées à l'exportation mettent-elles quarante jours à venir de Ladoga jusqu'au navire qui doit les prendre pour les transporter à l'étranger? Si l'on avait construit de Ladoga au golfe de Finlande un chemin de fer, comme le proposait M. Oussoff, ces marchandises arriveraient en dix heures.

Pourquoi n'y a-t-il pas, sur une distance de 150 verstes, un chemin de fer entre les rivières Volga et Soukhona? Cette voie ferrée aurait relié Arkhangel à Astrakhan de manière à pouvoir faire en huit jours le trajet du nord au midi de la Russie.

Pourquoi ne pas fixer son attention sur ce fait remarquable pourtant, qu'il n'y a nulle

part sur le Volga, ni à Iaroslav, ni à Kostroma, ni à Nijnii-Novgorod, ni à Kazan ni plus bas, un seul pont qu'on puisse lever ou tourner à volonté, tandis que sur le Rhin, dont le courant est bien plus rapide que celui du Volga et qui est sillonné par des vapeurs bien plus nombreux, il y a partout des ponts que trois hommes peuvent faire mouvoir en quelques minutes? Si, sur le Rhin, des particuliers ont réalisé des bénéfices en prélevant une taxe pour le passage sur des ponts construits avec le bois importé d'au delà des mers, quels bénéfices ne réaliserait-on pas en Russie en construisant de pareils ponts sur le Volga, qui est entouré de forêts?

Pourquoi ne remarque-t-on pas aussi que dans toutes les villes du bassin du Volga, après avoir scié des poutres de sept toises de longueur, on abandonne dans la forêt, sans en tirer le moindre profit, toutes les cimes des magnifiques arbres dont proviennent ces poutres?

Mais assez... Terminons ici nos *pourquoi*, et espérons que l'Europe nous dira aussi, de son côté, ses *pourquoi* à elle. Pendant notre court voyage en Europe, nous avons remarqué bien

des singularités que nous nous réservons de relever plus tard. Pour le moment nous les passerons sous silence.

On voit donc que d'objets utiles un simple examen des besoins de notre époque indique et signale à l'attention.

Nous entendons déjà bon nombre de pessimistes nous dire qu'une Société ne peut venir à bout de toutes ces entreprises seulement avec le capital de 10 millions de roubles que nous avons présumé pour l'association dont nous venons de parler. Nous répondrons à cette objection que parmi la collection d'objets que nous venons d'énumérer, l'activité commerciale future choisira les plus nécessaires. Nous répétons ici ce que nous avons dit plus haut, c'est que quand le compte rendu de la première ou de la seconde année de l'existence de la Société aura prouvé que le capital employé a rapporté un bénéfice de 10 p. 100, nous sommes convaincu que des centaines de millions se présenteront et permettront à tous les objets d'utilité publique de trouver un débouché et d'être exploités sans que l'on ait à se préoccuper du capital nécessaire à cet effet.

Cette Société aura ce résultat, que la mère de famille qui dit aujourd'hui à son fils : « Je veux que tu fasses des études qui te préparent à entrer dans telle chancellerie, ou dans tel régiment, » lui dira sous peu : « Prépare-toi à entrer dans la *Fourmilière*, et apportes-y tes 10 ou 15,000 roubles; tu y auras des appointements; tu y apprendras des choses utiles, et l'on y fera fructifier ton capital. Va, vis de ton travail, et laisse à d'autres le courage de devenir des sangsues se gorgeant des sucs de l'existence de leurs concitoyens. »

Un mot maintenant sur le troisième système que nous avons dit devoir être adopté par notre société, c'est-à-dire celui où s'ouvre une voie encore inconnue, mais que l'étude de la Russie indiquera certainement, et dans laquelle la Société devra nécessairement entrer.

Il est évident que lorsque celle-ci sera formée, le meilleur juge et le plus apte à trouver cette voie, ce sera la Société elle-même; elle en fera le principal objet de ses recherches. Mais maintenant que l'étude commerciale et industrielle de la Russie est encore à faire, il

est inutile d'en parler. Lorsque les membres de la Société seront dispersés sur les différents points de la Russie, ils s'en occuperont à l'envi. Pour le moment, ce que nous venons de dire suffit : l'idée est lancée ; son application fera le reste.

Ce qu'il nous reste à souhaiter, c'est que les membres de la future Société exécutent, avec le temps, ce qui suit :

1° Un dictionnaire industriel de la Russie, fait sur les lieux mêmes, dans les villes et villages dont on décrira les industries ;

2° Des conférences sur l'économie politique, sur le commerce, sur la chimie appliquée à l'industrie, sur la mécanique, etc. ;

3° La publication d'un journal spécial des travaux de la Société, journal qui contiendra également des articles pratiques sur l'industrie ;

4° La fondation d'écoles pour donner aux enfants des membres de la Société une éducation conforme à son but et à l'utilité de la chose commune ;

5° La fondation de clubs d'industrie, possédant chacun une bibliothèque et une salle d'exposition de tableaux d'artistes, et des

meilleurs produits de l'industrie, salle dont l'entrée serait ouverte gratuitement à tout le monde ;

6° L'envoi continuuel de jeunes gens à l'étranger pour y faire des études pratiques et utiles.

A tout cela on pourra nous répondre encore par ce mot : *utopies* ! Eh bien ! ce ne sont pas des utopies ; ce que nous indiquons peut être mis en pratique, et c'est chez nous une conviction si profonde que nous l'appuions des arguments suivants : Si, lorsqu'on aura la réponse du public à la Société que nous proposons, le capital se trouvait insuffisant, nous nous engageons ici publiquement à entrer pour cinq parts dans les fonds de la Société, et à verser dans cette entreprise un demi-million de roubles comme point de départ pour l'activité de la jeune génération russe à laquelle nous confierons, sans hésiter un instant, ces cinq parts et le capital qu'elles représentent.

Nous sommes convaincu que la fondation en Russie d'une pareille Société provoquera en Europe l'organisation d'une association semblable.

C'est dans ce but que nous avons émis ouvertement toutes les considérations et propositions qu'on vient de lire ; car, dans des entreprises d'utilité générale, la possibilité d'exécution doit être démontrée au grand jour. Nous avons indiqué dans tous nos *pourquoi* la richesse de la Russie, et nous l'exposons aux yeux de l'Europe, tout en reconnaissant que notre travail est encore imparfait ; mais, mieux que toutes les paroles, il prouve du moins notre désir de marcher en avant dans la voie du progrès. Tout le monde comprendra que la mise en pratique de ces *pourquoi* ne peut pas être l'œuvre d'un jour ; en les formulant et en en démontrant la possibilité pratique, nous avons en vue de les voir accueillis par des hommes d'action qui les examinent comme nous désirons qu'ils examinent ceux que nous nous proposons de formuler encore sur des objets d'utilité publique sous ce même titre de *pourquoi*.

Nous désirons ardemment l'organisation d'une pareille Société en Europe, ayant pour but de transmettre à la Russie des marchandises européennes, qui, de cette manière, ne seront pas obligées de passer par une infinité

de mains, et s'ouvriront, au contraire, de nouveaux et vastes débouchés par leur bon marché même.

Le peuple russe et les peuples européens béniraient ces Sociétés, dont le but et les tendances seraient certes bien utiles, puisqu'elles amèneraient inévitablement sur tous les marchés une grande réduction de prix pour les objets des différentes branches du commerce.

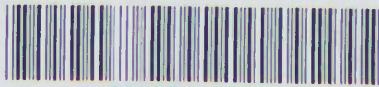
Et d'ailleurs qu'on n'oublie pas cette vérité, toujours vraie parce qu'elle est morale, que toute entreprise bénie par le peuple est durable et productive; elle est plus, elle est sainte!

Nous terminons ici nos appréciations. Qu'on les passe au creuset de l'examen. Nous attendons ce qu'en dira la génération nouvelle, car nous tenons en haute estime les observations des hommes qui se destinent au travail. Nous ne désirons qu'une chose, c'est que cet examen

auquel nous soumettons d'avance notre travail ne soit pas superficiel, mais qu'il aille au fond des questions, qu'il frappe droit au but, qu'il soit clair, net et précis.

FIN.

Paris.—Imprimé chez Bonaventure et Ducezsis,



206\$01465201